

Répression en Italie

Mélina collabore à la revue *Anarchismo* et à la maison d'édition du même nom. De passage à Paris cet été, elle nous a parlé de la répression politique en Italie et des problèmes rencontrés par le mouvement anarchiste dans ce pays.

D'abord, elle nous a raconté le grand meeting de Bologne, où environ 200.000 personnes étaient présentes en 1977 :

« Les anarchistes et les staliniens s'opposaient beaucoup. Ils ne pouvaient tenir le même discours. Au sein même du mouvement anarchiste, l'existence d'un groupe clandestin armé, « Action Révolutionnaire », alimentait aussi de nombreux débats. Certains disaient à propos de la manif qui devait se dérouler le dernier jour : il faut faire attention à ne pas créer d'affrontement. Et d'autres : il faut couvrir les copains qui seront mêlés à des bagarres... Classique !

A la manif, les anars, qui se trouvaient à côté des autonomes, étaient les plus nombreux. Sur la place principale de la ville, une organisation fasciste avait obtenu l'autorisation de manifester à 50 m de notre cortège : les flics faisaient barrage entre elle et nous. Il y a eu des moments difficiles.. Ce meeting a constitué une victoire pour le pouvoir national.. La municipalité, communiste depuis la Résistance, avait envoyé les flics hors de la ville, sur toutes les routes qui y mènent, pour donner une image démocratique d'elle-même à toute l'Italie et montrer qu'un pouvoir de gauche pouvait accepter une démarche révolutionnaire.

Jusqu'au meeting de Bologne, il n'était question que d'affrontement, de lutte des classes. Après, beaucoup de gens se sont dépolitisés, sont passés à la drogue. Le mouvement - pas seulement les anarchistes - a commencé à régresser ».

Ensuite, Mélina nous a expliqué les différentes composantes du mouvement anarchiste italien :

« A côté des groupes réalisant un travail de contre-information, Action Révolutionnaire effectuait des actions armées. La différence entre les stals (les Brigades rouges ou Prima linea) et les anarchistes d'AR, c'est que les premiers manifestent au nom du prolétariat, alors que les autres agissent pour eux-mêmes et pour répondre à une répression (par exemple, en visant le médecin qui avait laissé mourir un copain arrêté pendant une manif)...

Anarchismo a toujours publié les communiqués des uns et des autres. Sans pour autant être d'accord avec leur position. C'est ce qui nous a sauvés, d'une certaine façon, quand nous avons été arrêtés en 1980. On nous accusait d'avoir commis des vols, des enlèvements et d'appartenir à Action Révolutionnaire... Tout ça parce que nous avons publié certains de ses tracts. Mais juste après, nous avons sorti un livre du groupe « Insurrection » de Milan, qui critiquait la démarche des clandestins. De plus, Alfredo Bonanno avait exprimé dans la revue notre position sur la lutte armée : nous ne sommes pas contre, elle est nécessaire en période révolutionnaire. Cependant, nous refusons

qu'une minorité s'arroge le droit d'agir ainsi. Pour nous, elle devient forcément autoritaire... Ces différents textes nous ont permis de sortir de prison après trois mois et demi de détention.

Aujourd'hui, environ 75 anarchistes sont incarcérés : certains ont revendiqué leur appartenance à Action Révolutionnaire, d'autres non. De toute façon, ça ne change rien : quiconque de nos jours bouge en Italie se retrouve en prison. La répression est totale.

Ainsi, après avoir tiré un tract sur la torture, nous avons été perquisitionnés. Nous en avons réalisé un autre, sur des carabinieri qui agissent de concert avec les fascistes. Nous ne faisons que reprendre ce que les journaux avaient dit. Trois ou quatre jours après, les carabinieri sont venus chez nous sous prétexte que nous détenions de la drogue. En fait, ils savaient très bien que nous n'en avons pas. Mais ils ont pris tous les tracts et le matériel qu'ils ont trouvé et nous avons été inculpés.

Cela montre bien qu'il n'est plus possible de faire de la contre-information. On peut dire que l'Etat est exploiteur. Mais on ne peut donner d'exemple, approfondir l'analyse. L'histoire d'Orazio, au mois de mars dernier, le montre bien. Ce copain de Catagne, déserteur, ne voulait pas passer sa vie dans la clandestinité. Alors, il s'est dit : au lieu d'attendre que l'armée vienne un matin me tirer du lit, utilisons mon arrestation pour faire de la propagande antimilitariste...

Avec des copains de Lotta Continua, de la Libre Objection de Conscience, du Parti Radical et du Parti Communiste Internationaliste notre groupe a organisé une réunion antimilitariste dans un cinéma. La veille, Orazio a annoncé cette rencontre au journaliste, au cours d'une conférence de presse. Il a expliqué pourquoi il était contre l'armée et ne voulait pas effectuer son service. Un journal lui a consacré sa « une » avec une grande photo. Le titre : « Je suis déserteur et je m'en vante » et le sous-titre : « Je suis déserteur et je ne m'en repends pas » reprenaient une chanson publicitaire pour des biscuits qu'on entend partout en Italie !

Le même jour, A. Bonanno, avec des avocats du Parti Radical et du Parti Communiste Internationaliste est allé voir la police politique. Il l'a prévenue qu'Orazio se constituerait prisonnier après l'Assemblée Générale... Le lendemain matin, le cinéma était encerclé par l'armée catanaise, la police politique, etc. Le chef de la police a prétendu que ses hommes étaient également à l'intérieur du cinéma pour éviter que les fascistes ne viennent y

déposer une bombe. Nous lui avons répliqué que nous nous chargions nous mêmes de notre sécurité et nous lui avons demandé de sortir avec ses troupes, ce qu'il a fait après bien des discussion. Toutes les télévisions de Catagne, des reporters et environ 200 personnes se trouvaient là. Quand Orazio est arrivé, deux types l'ont entraîné au-dehors. On est parti le récupérer. Tout le monde criait que c'était un coup des fascistes et la confusion régnait. Puis on a compris qu'il avait été arrêté ainsi qu'un objecteur. Nous avons organisé une manif antimilitariste. Avant sa dispersion, A. Bonanno et d'autres copains ont été arrêtés par l'armée et gardés jusqu'au soir. Six jours après, nous avons tous été inculpés, et aujourd'hui, nous sommes en liberté provisoire ».

Pour Mélina, le mouvement de contre information doit chercher à « reprendre des espaces pour travailler et faire quelque chose » : « Avant, nous publiions beaucoup de revues, de journaux et de livres. A présent, nous devons recommencer comme en 1967, essayer d'analyser, de clarifier la situation ».

De son côté, le mouvement de la lutte armée est « tombé, c'est clair » et il faut comprendre pourquoi :

« Auparavant, après chaque action armée, les « criminels et assassins » pouvaient faire passer dans la presse leurs communiqués. Depuis l'enlèvement de Moro, ce n'est plus possible. Le blocage de l'information, identique à celui qui existait sous le fascisme, apparaît total. Par exemple, quand les B.R. ont enlevé Cirillo, le responsable des victimes à Naples du tremblement de terre, les journaux ont caché que c'était une personne importante.

Après la séquestration de Durso (membre de la Démocratie Chrétienne de Catagne), les B.R. ont demandé la fermeture de la prison de l'Asinara véritable camp de concentration, et la publication de leur tract. Eh bien ! La presse a refusé. La répression est devenue très forte. Une nouvelle loi a accordé des remises de peine à ceux qui renient la lutte armée et dénoncent leurs camarades. Certains inculpés ont parlé et ont fait emprisonner d'autres personnes...

En même temps, la CIA est intervenue et les tortures ont commencé. Avant, ce genre de traitement était réservé aux « droit commun ». (A côté de chez moi, par exemple, habitait un homme arrêté pour vol : on lui avait cassé trois côtes et deux doigts pour lui faire dire le nom de son complice...). L'existence d'un mouvement au-dehors empêchait par contre la torture des « politiques ». Maintenant, ce mouvement a presque disparu, beaucoup de gens ont été arrêtés - même ceux qui avaient fait de la lutte armée voici plusieurs années. On peut donc torturer en toute impunité...

Je crois que l'enlèvement de Moro a constitué une grosse erreur : c'était une personne très bien considérée, et par la bourgeoisie et par le prolétariat. Un « bon père de famille »... Dans le mouvement, beaucoup de personnes n'étaient pas d'accord pour qu'on le tue. Sa mort a provoqué de nombreuses cassures ».

Discussion retranscrite par Vanina